

FRONT POUR LE SURSAUT PATRIOTIQUE (FSP)

Cél : 97983565 / 97980179

COMMUNIQUE

A PROPOS DU DISCOURS DU CHEF DE L'ETAT SUR L'ETAT DE LA NATION :

UN DISCOURS DECONNECTE ET NEGATEUR DE LA REALITE DU PAYS !

Comme prévu par la Constitution, le Chef de l'Etat a délivré hier, 22 décembre 2017, son discours sur l'état de la nation. Pour tous ceux qui ont eu le courage de le suivre ou de lire ce discours, on a l'impression que le Président Patrice Talon ne parle pas de ce pays, des peines de ses hommes et femmes, du désespoir de sa jeunesse. Alors au lieu d'un discours sur **l'état de la nation**, c'est-à-dire sur **la situation actuelle dans laquelle a conduit sa politique**, le Président s'est lancé encore dans la déclinaison de son programme, dans ses « *Projet et Dessein* » (sic) pour aligner les annonces pour 2018 et conclure, sans aucun élément probant et faute de perspectives réjouissantes pour le peuple, que « *notre pays va de mieux en mieux et surtout ira mieux demain.* » (sic). Ainsi, le discours du Chef de l'Etat est un discours déconnecté et négateur de la réalité du pays et de la vie de ses hommes.

Le Chef de l'Etat, dans son discours a passé son temps à nous redire, encore et encore, qu'il « *s'est attelé quotidiennement depuis bientôt deux ans, à construire les bases solides de notre développement durable et harmonieux* » (sic). Or la réalité que vit le peuple, c'est que depuis deux ans bientôt, le président Talon s'est attelé quotidiennement à construire, à l'aide du pouvoir d'Etat, les bases solides de son empire économique et financier dans tous les secteurs vitaux de notre économie, et ce, au détriment de tous les concurrents potentiels, sans état d'âme pour le sort des travailleurs, les petits et les pauvres gens. La réalité dans le domaine économique, c'est la privatisation sauvage qui n'a jamais conduit, à l'époque actuelle des grandes puissances dominatrices, au développement des pays dépendants et arriérés.

La réalité du pays, ce sont des milliers de petits producteurs réduits au chômage en 2017 par la destruction de leurs outils et lieux de production avec les déguerpissements insensés et sans alternative. La réalité, c'est le chômage aggravé pour les jeunes à cause des liquidations des sociétés publiques, de la chasse aux entreprises privées qui se trouvent obligées d'opérer des licenciements économiques. Avant le discours du Chef de l'Etat, son ministre chargé du développement, Bio Tchané avait parlé de 60.000 emplois créés. Il s'agit là et dans tout le discours du Chef de l'Etat lui-même, de chiffres qu'aucune source indépendante, y compris l'Institut national de la statistique dépouillé de ses attributs et moyens, ne peut attester. Du reste, au vu des emplois détruits depuis le 06 avril 2016, du nombre des jeunes venus sur le marché du travail, sans parler des promesses du PAG, ce chiffre traduit, dans les faits, un échec patent de la politique de Talon.

La réalité, c'est l'analphabétisme qui frappe encore plus de la moitié de la population en âge de travailler ; et sans éradiquer « *l'ignorance des lettres* » (sic), le pays ne peut s'élever au niveau de l'utilisation massive et conséquente des nouvelles technologies. La réalité, c'est la poursuite de la destruction de l'Ecole, avec des classes sans maîtres, sans professeurs, sans matériels didactiques, avec des coûts d'accès aggravés. Quelles bases solides et quel avenir pour la formation de la jeunesse lorsque la majorité des jeunes est exclue de l'enseignement supérieur à cause de l'augmentation des coûts de formation et de la multiplication des barrières d'accès depuis l'enseignement secondaire ?

Dans son discours, le Président Talon avance que son gouvernement a dépensé 200 milliards de fca pour les dépenses sociales prioritaires, « bien au-delà » des objectifs fixés et des engagements pris avec le FMI. Mais pourtant, lui et son gouvernement se sont tus lorsque la directrice générale du FMI, au cours de son séjour au Bénin, a répété l'insuffisance du social dans l'action du gouvernement et la non tenue des engagements pris. Le mensonge sur le social est-il destiné au peuple ?

Patrice Talon parle de l'assainissement des finances publiques. La réalité, c'est la multiplication des collaborateurs extérieurs payés hors grille, pendant que la majorité des fonctionnaires est réduite à leur salaire de misère. La réalité, c'est la multiplication des marchés gré à gré dans l'opacité totale, la gestion

opaque du trésor public. Et si « *l'argent facile ne circule plus comme c'était le cas* » (sic), mais pourquoi l'argent mérité manque pour les travailleurs et le peuple ?

La réalité au niveau de la justice, c'est la vassalisation poussée de la justice. La réalité, c'est ce que Me Robert Dossou, ancien bâtonnier, ancien doyen de la faculté de droit, ancien ministre, ancien président de la Cour constitutionnelle, a constaté et a dû dire : en 44 ans de carrière d'avocat au Bénin, il n'a jamais eu affaire à une justice aussi à l'ordre. Jamais dans notre pays, l'inégalité devant la loi n'a été aussi criarde. La soi-disant lutte contre la corruption ne frappe que les opposants politiques et les concurrents économiques, pendant que les dignitaires pilliers au pouvoir et leurs affidés sont tranquilles.

La réalité dans notre pays, c'est le mépris des institutions qui ne se soumettent pas au désidérata du Chef de l'Etat ; c'est la mise en exécution de lois non approuvées par la Cour Constitutionnelle.

La réalité au plan politique, c'est le retour d'un pouvoir autocratique où des individus sans aucun titre officiel peuvent donner des ordres à des ministres. Et avec l'autocratie, le pays renoue avec la vassalisation de l'Assemblée nationale où les députés qui ne veulent pas « voter les yeux fermés » comme le demande le Chef de l'Etat, sont interdits de parole au parlement. Le pays renoue avec la période sombre où un préfet, au nom du Chef de l'Etat autocrate, peut piétiner le pouvoir judiciaire et s'introduire jusqu'au palais de la justice pour "faire régner l'ordre". Avec l'autocratie, le pays renoue avec le passé douloureux et sombre des détentions et sanctions politiques des opposants, tel les cas de Laurent METONGNON ou du capitaine TREKPO.

NON et non, c'est faux, notre pays ne va pas mieux. Il va certainement mieux pour vous et la caste autour de vous. Mais, il va de mal en pis pour le peuple. Et à cette allure, la catastrophe n'est pas loin. Un Président qui connaît vraiment ce pays, qui connaît ses forces et faiblesses, qui connaît surtout ses attentes et à qui il reste un brin d'amour pour lui, devrait à l'occasion solennelle du discours sur l'état à la nation, prendre la mesure de la situation et accéder à l'exigence de la réunion des Etats généraux du peuple afin de revoir les bases véritables du développement et pour une autre gouvernance. Cette alternative clamée par le FSP est aujourd'hui illustrée par maints acteurs qui, en rejet de la politique du pouvoir dans leur secteur, proposent ici des Etats généraux de la santé, là les Etats généraux des transports, et là encore même, des Etats généraux du dialogue social !

Voilà la réalité du pays. Voilà les attentes et perspectives pour les véritables bases du développement du pays. Et cela, le peuple le réalisera.

Cotonou, le 23 décembre 2017

Pour le FSP,

Le Coordonnateur, porte-parole

Jean Kokou ZOUNON